



**INSTITUT BELGE DES SERVICES POSTAUX
ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

Référence:

**DÉCISION DU CONSEIL DE L'IBPT
DU 30 MAI 2007
CONCERNANT
LA FIXATION DES CONDITIONS
POUR LA FOURNITURE D'ACCÈS INDIRECT ("HOSTING")
À LA BANQUE DE DONNÉES
POUR LA PORTABILITÉ DES NUMÉROS**

TABLE DES MATIÈRES

CONTEXTE ET ANALYSE DE LA PROPOSITION DE L'ASBL PORTABILITE DES NUMEROS	3
CONTEXTE.....	3
ANALYSE DE LA PROPOSITION	3
SYNTHESE DES RESULTATS DE LA CONSULTATION	5
DEMANDE DE MOTIVATION SUPPLEMENTAIRE DE L'ASBL PORTABILITE DES NUMEROS	6
MOTIVATION	6
DECISION	8
VOIES DE RECOURS	9

CONTEXTE ET ANALYSE DE LA PROPOSITION DE L'ASBL PORTABILITÉ DES NUMÉROS

CONTEXTE

La présente décision a pour objectif d'analyser une proposition de l'ASBL Portabilité des numéros à la lumière de l'article 5, § 2, alinéa 1^{er}, 6^o, de l'arrêté royal du 23 septembre 2002 relatif à la portabilité des numéros des utilisateurs finals des services de télécommunication mobiles offerts au public.

A la suite d'une ronde préliminaire de négociations avec l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, l'ASBL Portabilité des numéros a transmis le 31 juillet 2006 une proposition de « Contrat Hosting Provider » et l'a complétée les 29 et 30 août 2006. Cette proposition a été soumise pour consultation au marché le 29 septembre 2006 en même temps qu'une analyse. Les parties intéressées pouvaient transmettre leurs réponses pour le 10 novembre 2006 au plus tard.

Initialement, cette proposition avait été analysée en vue d'une approbation par l'IBPT conformément à l'article 5, § 2, alinéa 1^{er}, 6^o, de l'arrêté royal du 23 septembre 2002 relatif à la portabilité des numéros des utilisateurs finals des services de télécommunication mobiles offerts au public qui était alors d'application. Cet article stipulait: "l'exploitant de la banque de données n'applique les conditions de fourniture d'accès indirect qu'après approbation préalable par l'Institut." Par accès indirect, défini à l'article 1er, 9^o, de l'AR, l'on entend « hosting » (voir Rapport au Roi à l'article 5, § 2, alinéa 1^{er}, 6^o, de l'AR). Il a plus précisément été examiné si la proposition fixait les conditions correctes et équilibrées pour la fourniture d'accès indirect.

L'article 5, § 2, alinéa 1er, 6^o, a été modifié récemment par l'article 4, 1^o, de l'arrêté royal du 20 mars 2007 modifiant l'arrêté royal du 23 septembre 2002 relatif à la portabilité des numéros des utilisateurs finals des services de télécommunications mobiles offerts au public. L'article 5, §2, alinéa 1er, 6^o, stipule à présent: "l'exploitant de la banque de données met l'accès indirect à disposition lorsqu'un tiers en fait la demande. L'Institut fixe les modalités, y compris les tarifs."

La présente décision se base sur la proposition de l'ASBL. Les obligations de la présente décision s'inscrivent tant dans le cadre de l'ancien article 5, § 2, alinéa 1^{er}, 6^o, de l'arrêté royal du 20 avril 2007 combiné à l'article 5, § 4, de ce même arrêté que dans le cadre de l'article 5, § 2, alinéa 1^{er}, 6^o, de l'arrêté royal du 23 septembre 2007 qui est aujourd'hui d'application.

L'Institut assure de toute manière une surveillance de la banque de données de référence centrale en vue de l'intérêt général et peut, le cas échéant, imposer les mesures qu'il juge nécessaires (art. 5, § 4, de l'arrêté royal du 23 septembre 2002).

ANALYSE DE LA PROPOSITION

La présente analyse de la proposition reçue par l'Institut a été réalisée par l'Institut et soumise pour consultation:

1. La question des coûts

Le tableau 2 de l'annexe 3 de la proposition de « Contrat Hosting Provider » comporte les coûts qui sont facturés à « l'hébergeur ». L'IBPT comprend que l'ASBL ne facturera les coûts proposés d'un montant de 987,5 EUR et de 1.696,0 EUR qu'à partir du deuxième opérateur utilisant les « services d'hébergement » de l'hébergeur. C'est logique parce que tous les tests de conformité d'un hébergeur ne peuvent être réalisés rationnellement que si une partie « hébergée » se connecte. Ces coûts sont déjà repris dans les indemnités proposées « new GUI only, new SAP, new FAP ». L'Institut belge des services postaux et des télécommunications estime en outre que la dernière phrase de l'annexe 3 « The VPN costs for each connected OLO or hosting party are based on a fixed yearly fee for 25 VPN connections divided by the number of connected members and hosting parties » n'est pas conforme au cadre réglementaire (voir courrier séparé de l'IBPT à l'ASBL Portabilité des numéros du 24 août

20061) et doit par conséquent être supprimée. La modification de l'article 21, § 3, de l'arrêté royal du 23 septembre 2002 par l'article 14 de l'arrêté royal du 20 mars 2007 modifiant l'arrêté royal du 23 septembre 2002 relatif à la portabilité des numéros des utilisateurs finals des services de télécommunications mobiles offerts au public ne change rien à cette conclusion. Tant sous l'ancien article 21, § 3, que sous l'actuel article 21, § 3, la clé de répartition prévue réglementairement doit être appliquée aux coûts VPN.

L'IBPT a vérifié les coûts que l'ASBL souhaite facturer pour les tests de conformité et est arrivé à la conclusion que les montants proposés reflétant les heures de travail sont trop élevés. Ainsi, l'IBPT estime que la formation doit devenir une option (le manuel offert par l'ASBL devrait suffire) et qu'un certain nombre de tâches de coordination à accomplir par Porthus et Trasys se chevauchent et que trop de temps est porté en compte à cet effet.

Compte tenu des observations ci-dessus, l'annexe 3 telle que proposée par l'ASBL Portabilité des numéros, doit être remplacée par l'annexe 3 version IBPT qui est également reprise en annexe.

2. Question de principe

Jusqu'à présent, une entreprise, à savoir Desk Solutions, une filiale à 100% de Porthus, a officiellement communiqué, via l'ASBL Portabilité des numéros, souhaiter offrir des services d'hébergement de ce type aux opérateurs.

Vu que Porthus est également la partie chargée de la gestion opérationnelle de la CRDC, des problèmes pourraient se poser au niveau de la discrimination et de la confusion d'intérêts et il y a lieu d'évaluer si cela ne pourrait pas susciter une concurrence déloyale entre les fournisseurs de services d'hébergement. Ainsi, l'ASBL propose que les candidats 'hébergeurs' aient l'obligation d'effectuer des tests d'accréditation avec Porthus, pour lesquels des coûts sont également facturés par Porthus. Ce qui signifie que cette entreprise est à la fois juge et partie. Une telle situation est inacceptable et est susceptible de causer des distorsions sur le marché. C'est pourquoi il est proposé de ne pas autoriser Porthus et ses filiales à fournir des services d'hébergement de ce type. Le même raisonnement s'applique à l'ASBL elle-même.

3. Questions

1. Quelles sont vos remarques motivées au sujet de la proposition de contrat « Hosting provider » ?
2. Autoriser le fournisseur de la CRDC de l'ASBL à fournir des services de ce type peut-il entraîner une concurrence déloyale? Pouvez-vous motiver votre réponse ?
3. Si vous avez répondu par l'affirmative à la deuxième question, pouvez-vous proposer d'autres mesures, autres que celle de ne pas autoriser Porthus et ses filiales à fournir des services d'hébergement, afin de permettre une concurrence équitable et non discriminatoire sur le marché des fournisseurs d'hébergement ?
4. Avez-vous d'autres remarques à formuler, par exemple concernant les coûts facturés ?

¹ Il ressort des rapports reçus du Conseil d'administration de l'ASBL que pour les connexions VPN, un montant fixe a directement été facturé à l'ASBL par le fournisseur (Porthus) pour un maximum de 30 liaisons, indépendamment des liaisons réellement en service. L'IBPT ne comprend pas pourquoi pour cette partie des coûts du système CRDC, les coûts sont facturés aux opérateurs sur la base d'une clé de répartition égale et non sur la base des clés de répartition telles que prévues dans l'AR susmentionné et appliquées pour les autres coûts OPEX.

L'Institut estime que la méthode de facturation des coûts proposée n'est pas conforme (1) au § 3 de l'article 21 de l'AR du 23 septembre 2002 relatif à la portabilité des numéros des utilisateurs finals des services de télécommunications mobiles offerts au public et (2) au § 4 de l'article 15 de l'AR du 16 mars 2000 tel que modifié par l'article 8 de l'AR du 23 septembre 2002.

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS DE LA CONSULTATION

Au total, l'IBPT a reçu 4 contributions en réponse à cette consultation. Les contributions provenaient des entreprises ou associations suivantes:

1. Belgacom
2. Belgacom Mobile
3. Thinfactory
4. L'ASBL Portabilité des numéros

Les réponses fournies par ces entreprises ou associations sont considérées comme confidentielles par l'IBPT. Ce document de synthèse est dès lors rédigé de façon telle que l'on ne puisse inférer du texte qui a répondu quoi aux questions posées. A cet effet, dans le document de synthèse, aucun des noms cités ci-dessus n'est mentionné, mais on trouve "une entreprise" ou "des entreprise" ou "répondant" ou "répondants" dans le texte à chaque fois qu'il est fait référence à une réponse spécifique. Pour être complet, nous ajoutons que le terme "entreprise" peut également se rapporter, pour des raisons de lisibilité et de confidentialité, à l'ASBL Portabilité des numéros.

Les remarques suivantes ont été formulées dans le cadre de la consultation :

En ce qui concerne les coûts:

1. Trois parties argumentent qu'elles ne peuvent pas être d'accord avec les nouveaux prix tels que proposés par l'IBPT. Elles demandent à l'IBPT de fournir davantage de détails concernant la manière dont ces nouveaux prix sont calculés avant de prendre une décision. Une partie avance en outre que les coûts sont directement facturés par ceux qui fournissent les prestations sans intervention de l'ASBL Portabilité des numéros. Un autre répondant déclare que la réduction de ces coûts entraînera une diminution de la qualité du service des prestataires et une augmentation des coûts de soutien de tous les opérateurs. Une partie confirme que l'ensemble des coûts a été négocié avec les prestataires de services de bonne foi et conformément aux normes de bonne gestion et que si nécessaire, de nouvelles négociations peuvent avoir lieu.
2. Une partie argumente que les coûts tels que proposés par l'ASBL Portabilité des numéros sont également facturés aux utilisateurs obligatoires. Au cas où l'IBPT déciderait de diminuer les montants pour le "Hosting Provider" et la partie "New Hosted", une discrimination serait créée vis-à-vis des utilisateurs obligatoires.
3. Trois parties estiment qu'il faut imposer une formation préalable comme mesure préventive en vue de garantir l'intégrité du système.
4. Une entreprise déclare n'avoir encore jamais fait la démarche de demander le statut d'"hébergeur" parce que les conditions tant pour cette entreprise que pour d'autres entreprises étaient très confuses et contenaient également un certain nombre d'éléments inadmissibles. La proposition telle qu'adaptée par l'IBPT est un grand pas en avant.

Question de principe:

5. Deux parties estiment qu'il est prématuré d'exclure Porthus ou Desk Solutions pour la fourniture de services d'hébergement parce qu'il n'y aura pas tellement de candidats pour fournir ces services, ce qui peut restreindre la concurrence. Toujours selon ces entreprises, il est en outre prématuré tant pour Porthus que pour Desk Solutions de parler d'un risque important de concurrence déloyale. Il convient plutôt de fixer des conditions préalables en vue d'éviter une éventuelle concurrence déloyale.
6. Une autre partie n'a pas d'avis concernant l'exclusion de Porthus et Desk Solutions.
7. Un autre répondant argumente que l'on ne peut éviter que des avantages en termes de coûts soient réalisés sur certains points si l'actuel fournisseur CRDC devient également un "Hosting Provider". Quelques exemples: on peut échanger du personnel et des compétences (ex. pour le heldesk) qui sont payés avec des investissements de l'ASBL Portabilité des numéros, on

peut utiliser les mêmes logiciels et matériels déjà payés avec des investissements de l'ASBL Portabilité des numéros. Le suivi de "Hosted Providers" externes en cas de problèmes techniques et/ou opérationnels peut en outre provoquer plus de problèmes internes chez Porthus que si ceux-ci se posaient chez Desk Solutions, filiale de Porthus. Toujours selon ce répondant, cette situation confuse empêchera certaines parties de proposer des services "hosting" par crainte d'une concurrence déloyale.

Autres éléments:

8. Un répondant déclare que dans son annexe 3, l'IBPT fait mention du terme "Hosted Party" alors qu'il est préférable de distinguer ces deux termes, à savoir "Hosting Provider" étant le fournisseur de services "hosting", et "New Hosted" étant l'Utilisateur Obligatoire, preneur de services "hosting".

Les éléments invoqués par les répondants qui ne faisaient pas l'objet de la consultation ne sont pas repris ni traités.

DEMANDE DE MOTIVATION SUPPLÉMENTAIRE DE L'ASBL PORTABILITÉ DES NUMÉROS

A la demande de l'ASBL Portabilité des numéros d'obtenir une motivation supplémentaire pour les baisses de prix proposées par l'IBPT, conformément à l'article 19 de la Loi relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, les motivations nécessaires ont été transmises par l'Institut le 31 janvier 2007. L'ASBL Portabilité des numéros a réagi dans un courrier datant du 2 mars 2007. Un entretien oral supplémentaire entre l'ASBL et l'IBPT a été organisé le 15 mars 2007, suite auquel l'ASBL a adressé un courrier daté du 26 avril 2007 contenant une nouvelle proposition répondant dans une large mesure aux aspirations de l'IBPT. Suite à un entretien téléphonique supplémentaire, une nouvelle proposition modifiée a été transmise par l'ASBL le 11 mai. Elle a fait savoir dans celle-ci que l'ASBL ne partageait pas l'avis de l'IBPT selon lequel le "WAN link Setup Belgacom" (voir e-mail du 11 mai 2007) doit être supporté par Belgacom mais que dans un "esprit de constructivité par la NPA à titre exceptionnel", ces coûts sont tout de même supportés par l'ASBL à la demande de l'IBPT.

MOTIVATION

En ce qui concerne les coûts:

L'IBPT maintient son point de vue selon lequel une formation préalable a peu de sens. Le coût de celle-ci n'est pas proportionnel à la valeur ajoutée. Par contre, il est recommandé que l'ASBL Portabilité des numéros mette un manuel clair à la disposition de tous les opérateurs. Une formation telle que proposée est toujours unique et s'adresse aux membres du personnel qui devront utiliser le système. Toutefois, dans la pratique, le renouvellement du personnel est tel qu'une formation n'offre certainement pas la garantie que les sociétés disposent et conservent les connaissances nécessaires pour pouvoir utiliser correctement le système CRDC. En outre, si une formation obligatoire était imposée, tous les opérateurs existants procédant à des changements de personnel pour ceux qui s'occupent des aspects liés à la CRDC de la portabilité des numéros, devraient renouveler à chaque fois cette formation avec les nouveaux membres du personnel, ce qui n'est pas le cas actuellement et pourrait par conséquent créer une certaine discrimination. Par conséquent, tous les coûts liés à la formation sont supprimés. Dans son courrier du 26 avril 2007, l'ASBL Portabilité des numéros a déclaré être d'accord avec cela.

L'ASBL Portabilité des numéros a demandé que les données relatives aux coûts restent confidentielles et a reçu dans un courrier séparé adressé à l'ASBL les éléments nécessaires de l'IBPT pour étayer les tarifs finalement fixés. L'IBPT tient toutefois à faire remarquer que la proposition de coûts de l'ASBL contenait peu d'éléments justificatifs.

Dans le cadre de la consultation, l'IBPT n'a pas reçu d'arguments concrets et convaincants pour modifier en profondeur la proposition de l'IBPT en ce qui concerne les tarifs. L'IBPT comprend en outre que ces coûts ont été fixés par les entreprises prestataires de services (actuellement Porthus et

Trasys) et sont également directement facturées par ces parties. Rien n'encourage par conséquent ces parties à maintenir les coûts pour les "Hosting Providers" et "New Hosted" à un bas niveau. Dans l'e-mail du 11 mai 2007, l'ASBL a transmis une nouvelle proposition de coûts qui cette fois est conforme aux tarifs proposés par l'Institut dans le cadre de la consultation. L'IBPT a procédé à une nouvelle évaluation de ces coûts et s'est basé là-dessus pour décider d'appliquer une série de modifications minimales. Ainsi, le nombre d'heures consacré à des tests de validation pour les hébergeurs est diminué. En outre, l'Institut reste d'avis que les coûts d'installation de l'accès VPN, comme les coûts mensuels récurrents pour ces accès doivent être supportés par l'ASBL et répartis selon les clés de répartition définies dans l'AR du 23 septembre 2002 et l'AR du 16 mars 2000. Vous trouverez le résultat final en annexe 3 du Contrat Hosting Provider joint en annexe de la présente Décision. Il est en outre stipulé que les tarifs doivent être réglés au plus tard 1 mois après l'entrée en service de l'accès à la CRDC. Il s'agit d'un règlement normal pondéré pour l'acquittement des factures.

L'Institut reconnaît toutefois que ces coûts peuvent varier en fonction de la situation concrète. C'est pourquoi l'IBPT permettra aux parties de demander, sur une base individuelle, après l'introduction d'un dossier motivé, une dérogation aux tarifs fixés à l'annexe 3 si les coûts réels sont de 15% supérieurs ou inférieurs. En attendant un tel dossier, qui ne peut être introduit qu'après avoir passé l'ensemble des tests de conformité, avoir procédé à la signature du "Contrat Hosting Provider" et après l'entrée en service concrète de l'accès à la CRDC de sorte que des numéros puissent effectivement être transférés, les tarifs tels que définis dans la présente décision doivent être réglés au plus tard 1 mois après l'entrée en service de l'accès à la CRDC. Cette méthode de travail présente l'avantage que l'on obtient alors un aperçu clair des coûts réels.

Il est à noter, en ce qui concerne le "service hosting", qu'aucun autre coût ne peut être facturé directement ou indirectement aux "Hosting Providers" et "New Hosted", ni par l'ASBL, ni par les parties prestataires de services.

En outre, aucun élément concluant n'a été avancé pour modifier la position de l'IBPT vis-à-vis du fait que les coûts proposés d'un montant de 763 EUR (au partenaire opérationnel, actuellement Porthus) et 848 EUR (Service Manager, actuellement Trasys) (nouveaux tarifs fixés par l'IBPT) ne seront facturés qu'à partir du 2^e opérateur utilisant les services "hosting" du "Hosting Provider" étant donné que l'on suppose que tous les tests de conformité d'un "Hosting Provider" ne peuvent être réalisés rationnellement que si une partie « hébergée » se connecte. Ces coûts sont déjà repris dans les indemnités proposées « new GUI only, new SAP, new FAP ».

De plus, l'Institut belge des services postaux et des télécommunications a déjà fait savoir clairement dans un courrier séparé à l'ASBL que la dernière phrase de l'annexe 3 « The VPN costs for each connected OLO or hosting party are based on a fixed yearly fee for 25 VPN connections divided by the number of connected members and hosting parties » n'est pas conforme au cadre réglementaire (et plus précisément aux articles relatifs à la répartition des coûts annuels de la banque de données de référence centrale) et doit par conséquent être supprimée.

L'Institut est d'accord avec la partie qui argumente que les coûts tels que proposés par l'ASBL Portabilité des numéros doivent être facturés également sans discrimination aux utilisateurs obligatoires. En outre, l'Institut est d'avis que ces services doivent être facturés directement par l'ASBL Portabilité des numéros en tant que fournisseur de soutien opérationnel pour la portabilité des numéros en Belgique à ses utilisateurs obligatoires et "Hosting Providers". Un supplément de 25 EUR de frais administratifs supplémentaires pour couvrir le travail administratif supplémentaire peut à cet effet être facturé par l'ASBL sur les tarifs fixés par l'IBPT.

Question de principe:

L'IBPT ne peut que constater qu'aucun argument n'est avancé par les parties qui souhaiteraient autoriser Porthus (en dehors du fait qu'aucune autre partie ne serait intéressée, ce qui est immédiatement contredit par un autre répondant) pour infirmer la position de l'IBPT, telle que décrite ci-dessus au point 2 de la rubrique "Analyse de la proposition". Aucun exemple d'autres mesures n'a pas non plus été fourni pour empêcher un éventuel comportement anti-concurrentiel.

C'est pourquoi l'Institut maintient sa conclusion selon laquelle l'exploitant opérationnel de la CRDC, actuellement Porthus, ainsi que toutes les filiales de Porthus et l'ASBL même, ne peuvent fournir des services d'hébergement. Ceci est justifié par le fait qu'un hosting provider qui a des liens avec ou qui

est une filiale de l'exploitant opérationnel se trouve dans une position privilégiée pour obtenir quelque chose du partenaire opérationnel et peut ainsi utiliser un avantage compétitif injustifié pour attirer des personnes intéressées par le hosting au détriment d'hébergeurs concurrents (pour des exemples concrets (potentiels) voir point 7 de la section "résumé des résultats de la consultation).

Autres éléments:

L'IBPT est d'accord avec la remarque formulée au point 8 de la synthèse des réponses à la consultation (voir ci-dessus) et a apporté les modifications nécessaires à l'annexe.

DÉCISION

Après avoir pris en compte comme il se doit les différents avis des parties concernées, tels que ceux-ci ont été exprimés dans leur correspondance ou lors de réunions d'une part, et les objectifs généraux du cadre réglementaire en matière de promotion de la concurrence, d'efficacité économique et de défense des intérêts des consommateurs d'autre part, l'Institut prend la décision suivante :

1. L'accès indirect est mis à la disposition par l'exploitant de la banque de données conformément au Contrat 'Hosting Provider' avec l'annex3 version IBPT qui se trouve en annexe 1. Les tarifs tels que fixés dans la présente décision doivent être réglés au plus tard 1 mois après l'entrée en service de l'accès à la CRDC.
2. Seule l'ASBL Portabilité des numéros peut envoyer directement une facture au "Hosting Provider" et au "New Hosted", c.-à-d. l'Utilisateur obligatoire. A cet effet, les tarifs fixés tels que repris à l'annex 3 de l'annexe 1 peuvent être majorés de 25 EUR maximum pour couvrir les frais administratifs de l'ASBL.
3. L'ASBL et l'exploitant opérationnel de la CRDC, actuellement Porthus ainsi que toutes les filiales de l'exploitant opérationnel de la CRDC ne peuvent proposer de services hosting pour la fourniture d'accès indirect à la banque de données pour la portabilité des numéros.
4. L'IBPT permet aux parties de demander, sur une base individuelle, après l'introduction d'un dossier motivé, une dérogation aux tarifs fixés à l'annexe 3 de l'annexe 1 si les coûts réels sont de 15% supérieurs ou inférieurs. En attendant un tel dossier, qui ne peut être introduit qu'après avoir passé l'ensemble des tests de conformité, avoir procédé à la signature du "Contrat Hosting Provider" et après l'entrée en service concrète de l'accès à la CRDC de sorte que des numéros puissent effectivement être transférés, les tarifs tels que définis dans la présente décision doivent être réglés au plus tard 1 mois après l'entrée en service de l'accès à la CRDC.
5. La présente décision, y compris les tarifs, sera revue si nécessaire 1 an après la publication.

VOIES DE RECOURS

Conformément à la loi du 17 janvier 2003 concernant les recours et le traitement des litiges à l'occasion de la loi du 17 janvier 2003, vous disposez de la possibilité d'interjeter appel à l'encontre de cette décision, devant la Cour d'appel de Bruxelles, 1, Place Poelaert, B-1000 Bruxelles, endéans les soixante jours après sa notification. L'appel peut être formé: 1° par acte d'huissier de justice signifié à partie; 2° par requête déposée au greffe de la juridiction d'appel en autant d'exemplaires qu'il y a de parties en cause; 3° par lettre recommandée à la poste envoyée au greffe; 4° par conclusions à l'égard de toute partie présente ou représentée à la cause. Hormis les cas où il est formé par conclusions, l'acte d'appel contient, à peine de nullité les mentions de l'article 1057 du code judiciaire.

Michel Van Bellinghen
Membre du Conseil

Georges Deneff
Membre du Conseil

Catherine Rutten
Membre du Conseil

Eric Van Heesvelde
Président du Conseil

ANNEXES

BIJLAGE 1: Overeenkomst Hosting Provider

OVEREENKOMST HOSTING PROVIDER

Tussen : De vereniging zonder winstoogmerk VZW voor nummeroverdraagbaarheid in België, met zetel te Diamant Building, Bd. A. Reyers Ln 80, 1030 Brussel, hierbij vertegenwoordigd door :

- BASE NV, (vertegenwoordigd door Lode Van Dyck), Voorzitter en
- Telenet NV, (vertegenwoordigd door Albert Van Acker), vice-voorzitter

Hierna genoemd de 'VZW'

En : [maatschappelijke benaming hosting partij], [adres maatschappelijke zetel hosting partij], hierbij vertegenwoordigd door [naam], [functie];

Hierna genoemd 'Hosting Provider' genoemd

Individueel 'Partij' en gezamenlijk 'Partijen' genoemd

OVERWEGENDE :

Overwegende dat Hosting Provider hosting services verleent of wenst te verlenen aan één of meerdere entiteiten die verplicht zijn om nummeroverdraagbaarheid aan te bieden in de zin van artikel 11, zevende lid van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;

Overwegende dat krachtens artikel 5§2 van het Koninklijk Besluit van 23 september 2002 *betreffende de overdraagbaarheid van de nummers van de eindgebruikers van de aan het publiek aangeboden mobiele telecommunicatiediensten*, de VZW is belast met de uitbating van de centrale referentiedatabank voor nummeroverdraagbaarheid (hierna 'het CRDC') ; dat overeenkomstig artikel 11§1 van het Koninklijk besluit van 16 maart 2000 *betreffende de overdraagbaarheid van de nummers van de abonnees van de telecommunicatiediensten* (zoals gewijzigd bij Koninklijk Besluit van 23 september 2002), het CRDC dient te worden gebruikt om de geografische en niet-geografische nummeroverdraagbaarheid in te voeren ;

Overwegende dat de VZW de ontwikkeling en het operationele beheer van het CRDC heeft uitbesteed aan een externe partij (hierna ' de Operationele Beheerder van het CRDC') ; dat op het ogenblik van het afsluiten van deze Overeenkomst, Porthus de Operationele Beheerder van het CRDC is ;

Overwegende dat onderhavige overeenkomst (hierna 'deze Overeenkomst') de voorwaarden vastlegt die Hosting Provider dient te respecteren bij de aanbieding van zijn hogervermelde hosting services;

IN HET LICHT WAARVAN PARTIJEN ZIJN OVEREENGEKOMEN ALS VOLGT :

ARTIKEL 1 : VOORWERP VAN DEZE OVEREENKOMST

- 1.1 Onder voorbehoud van artikelen 2 en 4.2 van deze Overeenkomst verleent de VZW toegang tot het CRDC aan Hosting Provider overeenkomstig de technische beschrijving in Bijlage 1 tot deze Overeenkomst.
- 1.2 Hosting Provider verbindt er zich toe om de toegang naar het CRDC te gebruiken in overeenstemming met de operationele, technische, financiële en andere voorwaarden die in deze Overeenkomst zijn vastgelegd.
- 1.3 Hosting Provider erkent dat hij zijn hosting diensten slechts kan aanbieden aan verplichte gebruikers van het CRDC.

ARTIKEL 2 : TECHNISCHE VOORWAARDEN VOOR TOEGANG TOT EN GEBRUIK VAN HET CRDC

- 2.1 Hosting Provider kan toegang krijgen tot het CRDC via één van de hierna vermelde procedures :
 - i) niet-geautomatiseerde procedure (GUI-interface)
 - ii) semi-geautomatiseerde procedure
 - iii) geautomatiseerde procedure

Elk van de drie hogervermelde procedures is onderworpen aan specifieke voorwaarden, waaraan Hosting Provider moet voldoen alvorens hem toegang wordt verleend tot het CRDC. Deze voorwaarden zijn beschreven in Bijlagen 1 en 2 tot deze Overeenkomst.

Indien Hosting Provider gebruik maakt van de semi-geautomatiseerde procedure en/of de geautomatiseerde procedure en tijdens de duur van deze Overeenkomst nieuwe systemen in gebruik neemt die een impact (kunnen) hebben op de interactie met het CRDC, dient hij de VZW hieromtrent voorafgaandelijk in te lichten. In voorkomend geval (en voorzover de VZW gelijkaardige verplichtingen oplegt aan de verplichte gebruikers van het CRDC) zal Hosting Provider bovendien opnieuw dienen aan te tonen dat hij nog steeds aan de voorwaarden van de semi-geautomatiseerde procedure en/of de geautomatiseerde procedure voldoet.

Op aanvraag van de VZW dient Hosting Provider te laten weten welke procedure door hem gebruikt wordt. Indien Hosting Provider in gebreke blijft om de informatie te verschaffen zal hij worden geacht te hebben gekozen voor de GUI-procedure. Voor zover hij voldoet aan de voorwaarden van de betreffende procedure en voor zover de VZW hiervoor voorafgaandelijk toestemming verleent, is Hosting Provider gerechtigd om tijdens de duur van deze Overeenkomst van de ene toegangsprocedure op de andere over te stappen. De VZW mag een dergelijke toestemming slechts weigeren indien Hosting Provider niet aan de voorwaarden voldoet en te kwader trouw is..

Nieuwe toegangsprocedures of wijzigingen aan toegangsprocedures of aan de daaraan verbonden specifieke voorwaarden, die worden voorgesteld door Hosting Provider moeten door de VZW voorafgaandelijk worden goedgekeurd.

- 2.2 Hosting Provider verbindt er zich toe om de gebruiksvoorwaarden van het CRDC zoals beschreven in Bijlagen 1 en 2 gedurende de volledige duur van deze Overeenkomst te eerbiedigen.

ARTIKEL 3 : RAPPORTERING EN CHANGE REQUESTS

- 3.1 Partijen erkennen dat een efficiënte en correcte rapportering tussen Hosting Provider enerzijds en de VZW en/of de Operationele Beheerder van het CRDC anderzijds essentieel is voor de goede uitvoering van deze Overeenkomst. Deze rapportering zal plaatsvinden overeenkomstig de bepalingen van Bijlage 1 tot deze Overeenkomst.
- 3.2 Change requests vanwege Hosting Provider naar de VZW toe moeten worden ingediend en zullen worden behandeld overeenkomstig de in Bijlage 1 vermelde procedure.

ARTIKEL 4 : DUUR VAN DEZE OVEREENKOMST

- 4.1 Deze Overeenkomst neemt een aanvang op de datum van ondertekening door beide Partijen en is afgesloten voor onbepaalde duur.
- 4.2 Onder voorbehoud van eventuele wettelijke beperkingen terzake en onverminderd de beëindigingsmodaliteiten voorzien in artikel 6 van deze Overeenkomst, kan de VZW op elk ogenblik een einde stellen aan deze Overeenkomst mits zij hiertoe de voorafgaande goedkeuring vanwege het Belgisch Instituut voor Post- en Telecommunicatiediensten ('BIPT') heeft ontvangen en mits een vooropzeg van zes (6) maanden, betekend aan de Hosting Provider per aangetekend schrijven.
- 4.3 Onder voorbehoud van eventuele wettelijke beperkingen terzake en onverminderd de beëindigingsmodaliteiten voorzien in artikel 6 van deze Overeenkomst, kan de Hosting Provider op elk ogenblik een einde stellen aan deze Overeenkomst mits het geven van een vooropzeg, betekend aan de andere Partij per aangetekend schrijven. De duur van deze vooropzeg moet minimaal overeenstemmen met de langste van de hiernavermelde periodes :
- zes (6) maanden
 - de opzegtermijn die de hosting provider dient te respecteren naar zijn eigen klanten (verplichte gebruikers), vermeerderd met twee maanden

De hostingprovider dient het BIPT en/of een andere daartoe aangewezen regelgevende autoriteit inzake telecommunicatie over deze beëindiging zo spoedig mogelijk informeren.

ARTIKEL 5 : SCHORSING VAN DE TOEGANG TOT HET CRDC

- 5.1 Onverminderd haar recht om deze Overeenkomst te beëindigen overeenkomstig artikel 6, kan de VZW in elk van de volgende gevallen de toegang van Hosting Provider tot het CRDC, geheel dan wel gedeeltelijk, schorsen voor een onbepaalde periode, na goedkeuring door het BIPT :
- i) Indien Hosting Provider in gebreke blijft om één van zijn essentiële verplichtingen uit hoofde van deze Overeenkomst na te leven;
 - ii) Indien de werking van het CRDC in het gedrang wordt gebracht door Hosting Provider of door een andere externe invloed (bv. in geval van misbruik van het CRDC);
 - iii) Indien een update van het CRDC en/of nieuwe technische elementen in het CRDC dienen te worden geïmplementeerd en/of onderhoudsactiviteiten aan het CRDC dienen te worden uitgevoerd;
 - iv) Indien er door of tegen Hosting Provider een procedure van faillissement of een andere schuldenregeling wordt ingesteld;
 - v) Indien de VZW hiertoe op geldige wijze wordt verplicht door een bevoegde regelgevende autoriteit inzake telecommunicatie ;
- 5.2 In geval van een schorsing overeenkomstig artikel 5.1, zal de VZW, voor zover redelijkerwijze mogelijk, Hosting Provider op voorhand inlichten over de schorsing, en deze schorsing niet langer laten duren dan absoluut noodzakelijk. In het specifieke geval van artikel 6.1, iv), zal de VZW zoveel als mogelijk betrachten om de negatieve operationele impact van de schorsing ten aanzien van Hosting Provider tot een minimum te beperken.
- 5.3 In geval van een schorsing overeenkomstig artikel 5.1, zal de VZW het BIPT en/of een andere daartoe aangewezen regelgevende autoriteit inzake telecommunicatie hierover zo spoedig mogelijk informeren.

ARTIKEL 6 : ONMIDDELLIJKE BEËINDIGING VAN DEZE OVEREENKOMST

- 6.1 Onder voorbehoud van eventuele wettelijke beperkingen terzake en onverminderd artikel 4 heeft elke Partij het recht deze Overeenkomst met onmiddellijke ingang te beëindigen onder de volgende omstandigheden :
- i) Indien de andere partij een schending begaat van deze Overeenkomst waarvoor herstel mogelijk is maar in gebreke blijft deze schending ongedaan te maken binnen de 30 dagen na ontvangst van een schriftelijke kennisgeving door de eerste Partij waarin de schending is beschreven en het herstel daarvan geëist wordt;
 - ii) Indien de andere partij een schending begaat van deze Overeenkomst waarvoor herstel niet mogelijk is, met inbegrip van doch niet beperkt tot een schending van artikel 10 van deze Overeenkomst;
 - iii) Indien de andere Partij stopt met haar bedrijvigheden of failliet wordt verklaard of indien de andere Partij in vereffening of liquidatie gaat (uitgezonderd in het geval van herstructureringen voor zover dat de entiteit die daarvan het resultaat is uitdrukkelijk

akkoord gaat om de plichten van die Partij onder deze Overeenkomst over te nemen).

- 6.2 De Partij die de Overeenkomst beëindigt overeenkomstig artikel 6.1 zal het BIPT daarvan voorafgaandelijk formeel op de hoogte stellen.

ARTIKEL 7 : AANSPRAKELIJKHEID

- 7.1 Onverminderd wettelijke beperkingen terzake, zal geen der Partijen ten aanzien van de andere Partij aansprakelijk zijn voor onrechtstreekse schade of gevolgschade (met inbegrip van, doch niet beperkt tot verlies van winsten, inkomsten, kostenbesparingen of omzet).
- 7.2 Onverminderd artikel 7.1 en onverminderd wettelijke beperkingen terzake, is de aansprakelijkheid van elke Partij ten aanzien van de andere Partij in verband met de uitvoering van deze Overeenkomst beperkt tot 50,000 Euro per voorval of per reeks van gebeurtenissen voortkomend uit één voorval, en tot 150,000 Euro per periode van twaalf opeenvolgende maanden.

ARTIKEL 8 : OVERDRACHT

- 8.1 Het is Hosting Provider niet toegestaan om zijn rechten en/of verplichtingen uit hoofde van deze Overeenkomst over te dragen of in onderaanneming te geven aan een derde, behoudens indien de VZW hiervoor voorafgaandelijk schriftelijke toestemming heeft gegeven. De VZW zal een dergelijke toestemming slechts weigeren op basis van redelijke motieven, die in voorkomend geval aan Hosting Provider zullen worden meegedeeld.
- 8.2 Het feit dat Hosting Provider de uitvoering van één of meerdere verplichtingen uit hoofde van deze Overeenkomst aan een derde overdraagt of in onderaanneming geeft in overeenstemming met artikel 8.1, doet geen afbreuk aan de aansprakelijkheid van Hosting Provider ten aanzien van de VZW overeenkomstig artikel 7. De overdracht van de Overeenkomst aan een derde conform artikel 8.1 bevrijdt Hosting Provider voor het overige echter volledig ten aanzien van de VZW.

ARTIKEL 9 : INTELLECTUELE EIGENDOMSRECHTEN

- 9.1 Deze Overeenkomst houdt geen enkele overdracht in naar Hosting Provider van de intellectuele eigendomsrechten van de VZW in verband met het CRDC. Deze intellectuele eigendomsrechten blijven exclusief eigendom van de VZW.
- 9.2 Deze Overeenkomst houdt geen enkele overdracht in naar de VZW van de bestaande intellectuele eigendomsrechten van Hosting Provider. Deze intellectuele eigendomsrechten blijven exclusief eigendom van Hosting Provider.

ARTIKEL 10 : VERTROUWELIJKHEID - VERBOD TOT COMMERCIALISERING VAN DE INHOUD VAN HET CRDC

- 10.1 Onverminderd het recht van Hosting Provider om deze informatie over te maken aan het Belgisch Instituut voor Post- en Telecommunicatiediensten ('BIPT'), zal Hosting Provider, zowel tijdens de duur als na het einde van deze Overeenkomst, de volgende informatie niet mededelen of op een andere wijze onthullen aan derden :
- i) de in artikel 10.2 bepaalde vertrouwelijke informatie die hij van de VZW heeft ontvangen
 - ii) de in artikel 10.3 bepaalde vertrouwelijke onafhankelijk gegenereerde informatie
- 10.2 Vertrouwelijke informatie in de zin van artikel 10.1, i) omvat alle informatie die Hosting Provider vanwege de VZW ontvangt, met uitzondering van :
- i) informatie die algemeen bekend is of die, anders dan door een schending van deze Overeenkomst, algemeen bekend wordt;
 - ii) informatie die onthuld wordt door een derde die daartoe het recht heeft en die deze informatie niet op onrechtmatige wijze heeft verkregen;
- 10.3 Vertrouwelijke onafhankelijk gegenereerde informatie in de zin van artikel 10.1, ii) omvat alle informatie in verband met nummeroverdraagbaarheid die 1) Hosting Provider dan wel een verplichte gebruiker/klant van Hosting Provider op onafhankelijke wijze gegenereerd heeft, minstens onafhankelijk kan genereren, en die 2) die rechtstreeks betrekking heeft op een andere verplichte gebruiker van het CRDC (bv. informatie omtrent de hoeveelheid exporteringen en importeringen die een andere verplichte gebruiker van het CRDC ten aanzien van de verplichte gebruiker/klant van Hosting Provider heeft verricht), met uitzondering evenwel van informatie op individueel klantniveau (bv. informatie dat de verplichte gebruiker/klant van Hosting Provider een vroegere klant x van een andere verplichte gebruiker heeft geïmporteerd). Overige onafhankelijk gegenereerde informatie dient te worden beschouwd als niet-vertrouwelijk.
- 10.4 Onverminderd haar eventuele wettelijke verplichting om deze informatie over te maken aan het Belgisch Instituut voor Post- en Telecommunicatiediensten ('BIPT') en onverminderd de mogelijkheid tot kennisname van deze informatie door de Operationele Beheerder van het CRDC, zal de VZW alle individuele gegevens in verband met het gebruik van het CRDC door Hosting Provider als vertrouwelijk behandelen, en niet mededelen of op een andere wijze onthullen aan derden. De VZW zal de nodige maatregelen treffen opdat de Operationele Beheerder van het CRDC de individuele gegevens van Hosting Provider met een gelijkaardige vertrouwelijkheid behandelt.
- 10.5 Het is de Hosting Provider uitdrukkelijk verboden om de inhoud van het CRDC rechtstreeks geheel of gedeeltelijk, gratis dan wel tegen betaling aan derden te verkopen of op enige andere wijze aan derden ter beschikking te stellen, tenzij de VZW hiervoor voorafgaandelijk schriftelijke toestemming toe heeft verleend. De VZW is steeds gerechtigd om een dergelijke toestemming te weigeren zonder hiervoor enige reden te moeten

opgeven, dan wel voorwaarden aan een dergelijke toestemming te verbinden. In geval van niet-naleving van zijn verplichting onder dit artikel 10.5, zal Hosting Provider aan de VZW een forfaitaire schadevergoeding verschuldigd zijn van 500,000 Euro, onverminderd het recht van VZW om haar reële schade te vorderen indien deze hoger uitvalt. De Hosting Provider is niet verantwoordelijk voor eventuele misbruiken van de inhoud van het CRDC door zijn aangesloten verplichte gebruikers.

ARTIKEL 11 : FACTURATIE

- 11.1 Eventuele vergoedingen (zoals beschreven in Bijlage 3) zullen, na goedkeuring ervan door het BIPT, door de VZW worden gefactureerd aan Hosting Provider overeenkomstig de frequentie en de precieze verzendingsdatum die zal worden bepaald door de raad van bestuur van de VZW. Deze facturen zullen door Hosting Provider worden betaald binnen dertig (30) dagen na factuurdatum.
- 11.2 Onverminderd het recht van de VZW om de uitvoering van deze Overeenkomst te schorsen op basis van artikel 6 of deze Overeenkomst onmiddellijk te beëindigen op basis van artikel 7, zal elke factuur van de VZW die niet op vervalddag is betaald, automatisch door de VZW worden verhoogd met een intrestvoet gelijk aan de wettelijke intrestvoet. Indien de VZW dient over te gaan tot de gerechtelijke invordering van een factuur, zal het factuurbedrag eveneens worden verhoogd met een forfaitair bedrag, gelijk aan 10% van het gefactureerde bedrag met een minimum van 250 Euro per invorderingsprocedure.
- 11.3 Indien Hosting Provider deze Overeenkomst beëindigt op grond van artikel 5.2 of indien de VZW deze Overeenkomst beëindigt op grond van artikel 7, gelden de volgende financiële afspraken :
- i) de door de VZW reeds gefactureerde bedragen blijven onverminderd verschuldigd door Hosting Provider (d.i. de VZW dient niet over te gaan tot enige creditering van deze bedragen);
 - ii) de bedragen die door Hosting Provider reeds aan de VZW werden betaald, zijn definitief verworven door de VZW (d.i. de VZW dient niet over te gaan tot een pro-rata terugbetaling van de door haar reeds ontvangen bedragen);
- 11.4 Indien Hosting Provider deze Overeenkomst beëindigt op grond van artikel 7 of indien de VZW deze Overeenkomst beëindigt op grond van artikel 5.2, zullen de bedragen die door Hosting Provider reeds aan de VZW werden betaald, pro rata de nog resterende looptijd van het lopende kalenderjaar door de VZW worden terugbetaald.

ARTIKEL 12: CONTACTEN - KENNISGEVINGEN

- 12.1 Contactnames en kennisgevingen aan de andere Partij dienen te gebeuren op de hierna vermelde adressen. Elke Partij heeft het recht om haar adressen op eender welk ogenblik te wijzigen mits voorafgaande schriftelijke kennisgeving aan de andere Partij :

VZW :

Technische zaken : NPA Service manager npa.sm@trasys.be

Geschillen : NPA secretariaat info@crdc.be

Hosting Provider :

Technische zaken :

Geschillen :

ARTIKEL 13 : DIVERSE BEPALINGEN

13.1 Wijzigingen aan deze Overeenkomst zijn slechts geldig indien zij voorafgaandelijk door het BIPT zijn goedgekeurd.

Wijzigingen aan de bijlagen tot deze Overeenkomst kunnen als volgt worden doorgevoerd:

- i) op voorstel van één der partijen dat vervolgens wordt goedgekeurd door het BIPT;
- ii) Op initiatief van het BIPT

13.2 In geval van onderlinge tegenstrijdigheden, geldt de volgende hiërarchie tussen de relevante documenten inzake nummeroverdraagbaarheid :

1. Artikel 11 van de wet van 13 juni 2005
2. Koninklijke en/of ministeriële besluiten in uitvoering van Artikel 11 van de wet van 13 juni 2005
3. Voor zover beschikbaar, de door de Minister van Telecommunicatie goedgekeurde service plans en/of service-level akkoorden inzake nummeroverdraagbaarheid.
4. De toepasselijke versie van de PT-documenten die in onderling overleg tussen de mobiele en/of vaste operatoren enerzijds en het BIPT anderzijds zijn opgesteld, en die kunnen worden geconsulteerd op de website van het BIPT;
5. Deze Overeenkomst
6. De bijlagen tot deze Overeenkomst

ARTIKEL 14 : INTERNE GESCHILLENBESLECHTING

14.1 Onverminderd het recht van elke Partij om onmiddellijk een juridische procedure te starten in overeenstemming met artikel 15, dan wel om zich rechtstreeks te richten tot het BIPT, zullen Partijen hun geschillen naar best vermogen proberen op te lossen via de hiernavolgende escalatieprocedure :

- 1) Geschillen worden zoveel als mogelijk opgelost tussen de in artikel 11 bepaalde contactpersonen van de Partijen.

- 2) Geschillen die niet kunnen worden opgelost op niveau 1), mogen door de hogervermelde contactpersonen worden geescaleerd naar de volgende organen:
- Voor de VZW : Raad Van Bestuur
 - Voor Hosting Provider : [xx]
- 3) Geschillen die niet kunnen worden opgelost op niveau 2), mogen worden geëscaleerd naar het BIPT

ARTIKEL 15 : TOEPASSELIJK RECHT - BEVOEGDE RECHTBANKEN

15.1 Deze overeenkomst is exclusief onderworpen aan Belgisch recht.

15.2 De rechtbanken van Brussel zijn exclusief bevoegd om kennis te nemen van elk geschil tussen de Partijen in verband met de uitvoering van deze Overeenkomst.

Lijst van bijlagen :

- Bijlage 1 : technische beschrijving en conformiteitscriteria van het CRDC
- Bijlage 2 : specifieke voorwaarden inzake hosting
- Bijlage 3: kosten

Opgemaakt en ondertekend te Brussel op [datum] in twee originele exemplaren waarvan elke Partij één exemplaar heeft ontvangen.

Voor de VZW

Voor de Hosting Provider

Naam :
Functie :
Datum :

Naam :
Functie :
Datum :

Annex 1 :

NPA – CRDC Participant Conformity Criteria

**NPA Implementation & Acceptance Team:
CRDC Technical description and Participant
Conformity Criteria**

July 2006

Contents

Scope	13
References	13
Definition of different CRDC Participant Profiles	14
GUI ONLY CRDC PARTICIPANT	14
SEMI-AUTOMATED CRDC PARTICIPANT	14
FULLY-AUTOMATED CRDC PARTICIPANT	14
HOSTING PROVIDER	15
Conformity Criteria per CRDC Participant Profile	15
CONFORMITY CRITERIA TESTING	15
CONFORMITY TESTING TIMEFRAME	18
REQUESTOR: OLO REQUESTING CONFORMITY TESTING	18
Contacts	20
NPA CONTACTS	20
VZW voor nummeroverdraagbaarheid in België. (NPA)	20
NPA Service Manager	20
NPTF CONTACTS	20
Useful information	20
NPTF DELIVERABLES	20
ROYAL DECREES ON NUMBER PORTABILITY	20
FORMS AND RELATED DOCUMENTS	21
• CRDC CONFORMITY REQUEST FORM	21
• CRDC WAN CONNECTION QUESTIONNAIRE	21
• NP CERTIFICATE OF CONFORMITY	21
CRDC WAN CONNECTION QUESTIONNAIRE	23

SCOPE

The purpose of this document is to provide the **Non Profit Association** for number portability in Belgium (NPA) with CRDC Conformity Criteria to which CRDC Participants or Hosting Providers must comply before they are allowed to participate in the NP Process on the Production CRDC Platform.

REFERENCES

1. MNPTF-PT1 Service Description Number Portability (BIPT Website)
2. MNPTF-PT3 Database and Operational Aspects (BIPT Website)
3. FNPTF-PT1 Service Description Number Portability (BIPT Website)
4. FNPTF-PT3 Database and Operational Aspects (version BIPT Website)
5. MNP SLA (BIPT Website)
6. FNP Basic SLA (BIPT Website)
7. Porthus Incident Management, latest version (Porthus Repository)
8. Change Management, latest version (Porthus Repository)
9. OLO/Host WAN Questionnaire (Porthus Repository)
10. CRDC Functional Specification Part 1/ 2/ 3 & 4 (Porthus Repository)
11. NPA "Overeenkomst verplichte gebruiker"
12. NPA "Overeenkomst Hosting Provider"

Documents 7-10 can be received with a simple request.

DEFINITION OF DIFFERENT CRDC PARTICIPANT PROFILES

There are 4 different CRDC Participant Profiles:

- OLO; GUI Only CRDC Participant,
- OLO; Semi-Automated CRDC Participant,
- OLO; Fully Automated CRDC Participant,
- NP Hosting Provider.

GUI ONLY CRDC PARTICIPANT

The GUI Only CRDC Participant makes use of the CRDC GUI to participate to the NP process on the CRDC and is seen as a CRDC Client. GUI Only CRDC Participants do not use any automated (XML/ SOAP) interface. The GUI Only CRDC Participant has its own access certificates for the Test & Production environment. The GUI Access is granted with a Private Authentication Certificate.

The GUI Only CRDC Participant profile can be hosted and serviced by a Hosting Provider.

SEMI-AUTOMATED CRDC PARTICIPANT

The Semi-Automated CRDC Participants make use of the CRDC GUI to participate to the NP process on the CRDC. They do use an automated interface (SOAP Server) linked to their internal systems to capture all type of the NP Broadcast Messages. The OLO SOAP Server is operating in a "listen only" (read only) modus operandi. The OLO SOAP Server is not sending any SOAP Messages to initiate or participate in the NP Provisioning. The OLO SOAP server receives all own CRDB NP messages as MOLO or FOLO and is not allowed to send any messages towards the CRDC except specific SOAP activated broadcast messages. The OLO SOAP server receives all CRDB NP messages and will answer with a NP SOAP Server response message (acknowledgement on SOAP level). The Semi-Automated CRDC Participant has its own GUI & SOAP access certificates for the Test & Production environment and access is granted through a secure IP/VPN link with a Public Authentication Certificate.

The Semi-Automated CRDC Participant profile can be hosted and serviced by a Hosting Provider.

FULLY-AUTOMATED CRDC PARTICIPANT

The Fully Automated CRDC Participant makes use of the CRDC automated interface (SOAP Server) linked to their internal systems to participate to the NP process on the CRDC. The GUI Interface can be used to retrieve CRDC NP Reports and participate to the NP Process. The Fully Automated CRDC Participant has its own GUI & SOAP access certificates for the Test & Production environment and access is granted through a secure IP/VPN link with a Public Authentication Certificate.

The Fully-Automated CRDC Participant profile can be hosted and serviced by a Hosting Provider.

HOSTING PROVIDER

The Hosting provider is representing CRDC Participant(s) to access the CRDC.

It must acquire once and only once the certificate of a certain CRDC Participant profile to be authorized to propose a CRDC Hosting service with this profile.

The Hosting provider to whom a Semi-Automated certificate was granted can propose the profiles GUI Only- and Semi-Automated CRDC Participant to its hosted Participants. The Hosting provider to whom a Fully-Automated certificate was granted can propose all three profiles to its hosted Participants.

The Hosting provider has one and unique profile per OLO (hosted Participant) to access the CRDC. The Hosting provider has access certificates granted for the Test & Production environment and this for each hosted Participant.

CONFORMITY CRITERIA PER CRDC PARTICIPANT PROFILE

CONFORMITY CRITERIA TESTING

The following actions must be performed by CRDC Participant(s) before they can be declared as conform. (Hosting Provider column with default GUI-Only profile here; * if the Hosting Provider will provide Semi-Automated or Fully-Automated services to its Hosted Participants, it will need to fulfil once and only once the same Conformity Criteria Testing for the Automated interface as required by the chosen profile).

X: means that this action must be executed.

The NPA Secretary and Service Manager assist the Participant during all the process of conformity testing.

#	Chronological Actions	GUI Only	Semi-Automated	Fully-Automated	Hosting Provider	Hosted
1.	Send Request Form to NPA Secretariat requesting Conformity Testing (see)	X	X	X	X	X
2.	Return signed IP VPN Order Form & pay NPA connectivity invoice	X	X	X	X	
3.	Follow CRDC Training	X	X	X	X	
4.	Receive GUI Certificate on Test CRDC	X	X	X	X	
5.	Execute GUI Test Cases (received from NPA) marked as "Functional" on Test CRDC	X	X	X	X	
6.1.	Define one Port In OLO to perform porting in via GUI on Test CRDC	X	X	X	X	
6.2.	Define one Port Out OLO to perform porting out via GUI on Test CRDC	X	X	X	X	

#	Chronological Actions	GUI Only	Semi-Automated	Fully-Automated	Hosting Provider	Hosted
6.3.	Define one Tel phone number to perform porting in via GUI on Test CRDC	X	X	X	X	
6.4.	Define one Tel phone number to perform porting out via GUI on Test CRDC	X	X	X	X	
6.5.	Perform one Port In via GUI on Test CRDC	X	X	X	X	
6.6.	Perform one Port Out via GUI on Test CRDC	X	X	X	X	
6.7.	Request and install WAN access to CRDC.	X	X	X	X	
7.	Receive GUI Certificate on Production CRDC	X	X	X	X	
8.1.	Define one Port In OLO to perform porting in via GUI on Production CRDC	X	X	X	X	X
8.2.	Define one Port Out OLO to perform porting out via GUI on Production CRDC	X	X	X	X	X
8.3.	Define one Tel phone number to perform porting in via GUI on Production CRDC	X	X	X	X	X
8.4.	Define one Tel phone number to perform porting out via GUI on Production CRDC	X	X	X	X	X
8.5.	Perform one Port In via GUI on Production CRDC within PT3 defined Timers	X	X	X	X	X
8.6.	Perform one Port Out via GUI on Production CRDC within PT3 defined Timers	X	X	X	X	X
9.1.	Verification of correct functioning of ported In Tel number (on Production CRDC).	X	X	X	X	X
9.2.	Verification of correct functioning of ported Out Tel number (on Production CRDC).	X	X	X	X	X
10.	Receive SOAP Server Certificate on Test CRDC		X	X	*	
11.1.	Make sure that SOAP Server can receive all CRDC NP Messages and answer with <i>NP_SOAP_Server_Response</i> messages without errors (on Test CRDC).		X	X	*	

#	Chronological Actions	GUI Only	Semi-Automated	Fully-Automated	Hosting Provider	Hosted
11.2.	Make sure that SOAP Server can receive all CRDC NP Broadcast Messages and answer without errors (on Test CRDC) within PT3 defined Timers with: <ul style="list-style-type: none"> • <i>NP_Activate,</i> • <i>NP_Update_Complete,</i> • <i>NP_Deact_Done.</i> 		X	X	*	
12.1.	Define one Port In Fully Automated OLO to perform porting in via SOAP on Test CRDC			X	*	
12.2.	Define one Port Out Fully Automated OLO to perform porting out via SOAP on Test CRDC			X	*	
12.3.	Define one Tel phone number to perform porting in via SOAP on Test CRDC			X	*	
12.4.	Define one Tel phone number to perform porting out via SOAP on Test CRDC			X	*	
12.5.	Perform one Port In via SOAP on Test CRDC			X	*	
12.6.	Perform one Port Out via SOAP on Test CRDC			X	*	
13.	Receive SOAP Server Certificate on Production CRDC		X	X	*	
14.1.	Define one Port In OLO to perform porting in via SOAP on Production CRDC			X	*	
14.2.	Define one Port Out OLO to perform porting out via SOAP on Production CRDC			X	*	
14.3.	Define one Tel phone number to perform porting in via SOAP on Production CRDC			X	*	
14.4.	Define one Tel phone number to perform porting out via SOAP on Production CRDC			X	*	
14.5.	Perform one Port In via SOAP on Production CRDC within PT3 defined Timers			X	*	
14.6.	Perform one Port Out via SOAP on Production CRDC within PT3 defined Timers			X	*	
15.1.	Verification of correct functioning of ported In Tel number (on Production CRDC).			X	*	
15.2.	Verification of correct functioning of ported Out Tel number (on Production CRDC).			X	*	

#	Chronological Actions	GUI Only	Semi-Automated	Fully-Automated	Hosting Provider	Hosted
16	Communicate through GUI access / system Up & Down on production system	X	X	X	X	
17	Provide NPA ; repair intervention guidance document (Router)	X	X	X	X	
18	Receive CRDC Conformity Declaration from NPA	X	X	X	X	X
19	Test Incident Management procedure with Helpdesk	X	X	X	X	X
20	NP conformity certificate send to BIPT and OLO	X	X	X	X	X

CONFORMITY TESTING TIMEFRAME

The conformity testing must be completed within an agreed timeframe between the involved parties:

- for GUI Only Participant:
 - maximum acceptance timeframe = 1 month;
- for Semi-Automated , and Fully Automated Participant:
 - maximum acceptance timeframe = 2 months;

These are also the timeframes for the conformity testing of a Hosting Provider with its first Hosted Participant with this profile. For further Hosted Participant with an existing CRDC Participant profile at the Hosting Provider, the maximum acceptance timeframe = 1 month.

If the timeframe is exceeded by requestor then the NPA can decide - depending on the circumstances - to provide extension of timeframe or close the conformity test case for this requestor.

In case the conformity testing has not been completed successfully within the maximum acceptance timeframe and conformity test case was closed then the requestor must re-enter a CRDC conformity testing request to NPA and start a new acceptance process for all relevant CRDC Conformity Criteria (as listed above).

The parties involved in the conformity testing are; Requesting OLO with or without Hosting Provider, OLO Guest as Donor/ Recipient, Transit OLO(s), CRDC Helpdesk and NPA Service Manager for the provisioning issues and NPA Secretariat for administration and document handling.

Conditions

REQUESTOR: OLO REQUESTING CONFORMITY TESTING

The Requestor must send a CRDC Conformity Request Form for conformity testing activities, signed by an authorised person of his company to the NPA Secretariat requesting CRDC Conformity Testing and clearly indicating the preferred period with start and end date for the Conformity Tests.

- The charges, payment conditions and needed documents to start such conformity testing are known by the requestor and forwarded to the involved parties.

- NPA secretariat must already be in possession of the Non Disclosure Agreement between requestor and NPA as confidential information is exchanged prior to executing the contract.
- NPA Service Manager, in his role of co-ordinator, has the commitment (planning) of all involved parties to have available, time and resources to perform the conformity testing with the impacted parties during the requested period.
- The provisioning of the access link and ready for service (RFS) date communicated to the Requestor has already been ordered with approved RFS date by the NPA to the Requestor.
- The NPA order for the access link between Requestor's facility (in case not Hosted) and CRDC will only start after receipt of the provisional payment for installation of the IP/VPN leased line and router as well as for the training and conformity testing charges.
- The Requestor provided the needed input to the NPA Service Manager to generate the Private Authentication Certificate.
- A CRDC Training session "Train the trainer" is booked and scheduled though the NPA Service Manager, except if the Participant is hosted by a Hosting Provider.
- OLO's NP compliancy testing with Transit OLOs is booked and Routing Number(s) or Network Identifier to use for the final real NP test is (are) known by the involved Transit OLO(s) and NPA Service Manager (NPA SM).
- The by BIPT agreed number block to use for NP conformity testing is known by involved Transit OLOs and NPA Service Manager.
- A Hosting provider requesting conformity testing must at least have an agreement with a potential to host OLO or Guest OLO, to perform the conformity tests.

The NPA SM will provide a minimum amount of Functional CRDC GUI Test Cases that must be executed successfully by the Requestor to pass the GUI Acceptance Testing Milestone. After successful Conformity Testing the NPA will provide a "Conformity Declaration".

Upgrades

An existing CRDC Participant may request to move from its existing Profile to another CRDC Profile. Generally, this means a more sophisticated CRDC interface than the current one (upgrade). The hierarchy in increasing order for CRDC Participant Profile's complexity is

1. GUI Only,
2. Semi-Automated and
3. Fully-Automated.

Moving to a less complex Participant Profile (downgrade) does not request recertification, for the Conformity Testing for this Profile were already successfully accomplished.

Moving to a more complex Participant Profile (upgrade) does require recertification for the new CRDC Participant Profile. In that case, the Conformity Criteria Testing limits to the additional actions to perform to comply with the new CRDC Participant Profile.

CONTACTS

NPA CONTACTS

VZW voor nummeroverdraagbaarheid in België. (NPA)

VZW voor nummeroverdraagbaarheid in België

Diamant Building

Boulevard Auguste Reyerslaan 80

B-1030 Brussels

Secretary:

Tanguy De Léstre

Tel: +32.2.7067992

Fax: +32.2.7068009

E-mail: info@crdc.be

Enterprise number; 0477.172.296

Bank account ING 310-1801998-18

NPA Service Manager

Trasys

Park Rozendal

Terhulpesteenweg 6C

1560 Hoeilaart

Tel: +32.2.773.97.14

Fax: +32.2.773.79.00

GSM: +32.473-899988

Email: npasm@trasys.be

NPTF CONTACTS

The list of the NPTF - PT chair persons is available from the BIPT website.

Jan Van Nieuwenhuysse

Ingenieur – Adviseur

Sterrenkundelaan 14, bus 21

1210 Brussel

Tel: 02/226.87.59

E-mail: jan.vannieuwenhuysse@bipt.be

USEFUL INFORMATION

NPTF DELIVERABLES

The versions of the deliverables of the NPTF project teams are available to the public on the BIPT website:

Telecommunications / Numbering / Number portability

The documents themselves are in English.

ROYAL DECREES ON NUMBER PORTABILITY

The texts of the NP Royal Decrees, relating to Fix and Mobile number portability are also available on the BIPT website:

Legislation / Telecoms / National framework

FORMS AND RELATED DOCUMENTS

These standard forms are available in electronic format to NPA members. They are reproduced hereafter to indicate the type of information needed when performing Conformity testing.

Following forms and documents are available:

- **CRDC CONFORMITY REQUEST FORM**
- **CRDC WAN CONNECTION QUESTIONNAIRE**
- **NP CERTIFICATE OF CONFORMITY**



CRDC CONFORMITY REQUEST FORM

1010101100101010101100101010110010101011001010101100

OLO Information

Generic Name of company :
Address :
ZIP code :
Telephone :
E-mail :
VAT/registered number :

Accounting Name of contact :
Telephone :
E-mail :

Technical Name of contact :
Telephone :
E-mail :

CRDC Profile requested

New Profile* MNP : GUI Only
 Semi-Automated
 Fully-Automated
FNP : GUI Only
 Semi-Automated
 Fully-Automated

Hosting Provider Name of company :
Address :
ZIP code :
Telephone :
E-mail :
VAT/registered number :
Name of contact :
Hosted Profile :

Existing Profile OLO identifier :
Current Profile :

Conformity Testing Information

Timing Start Date :
End Date :
New CRDC connection : Yes / No

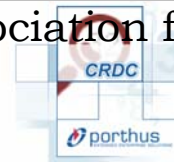
Partner OLO identifier :
(for Porting In & Out) Numbers Port In :
Numbers Port Out :

Name of requestor :
Date of request :

Signature :

CRDC WAN CONNECTION QUESTIONNAIRE

The Non Profit Association for Number Portability



CRDC WAN Connection Questionnaire

1 Client data		
Installation address	Client name	
	Address	
	Postal number	
	City	
Office space	Description (floor, room number, ...)	
2 Installation contact		
For installation router and bilan	Last name	
	First name	
	Phone number (mobile)	
3 Configuration contact		
For configuration and testing of the connection	Last name	
	First name	
	Phone number (mobile)	
4 Access procedure		

	<p>Is there a specific procedure for accessing your building by the Belgacom technician? If so, please describe.</p> <p>Is there a car parking close by? If so, please provide access details.</p>	Yes/No
5	Internal cabling and power supply	
	<p>Cabling</p> <p>Is there already a cable (minimum 2) from the Belgacom access box to the place where the router needs to be installed? If yes, please describe the type (e.g. STP, Pope, FTP, ...) and the installation details (rj45, kroneblocks, ...) If no, does Belgacom has to install this internal connection? How do you want this to be done? How many meters need to be covered?</p> <p>Power supply</p> <p>Is there a 19" rack in place? Is there a shelf in place? There is a need for 2 220v power supplies (one for the router, one for the ISDN NT1 backup line) within one meter of the location of the SDSL router.</p>	<p>Yes/No</p> <p>Yes/No</p> <p>Yes/No</p> <p>Available / Not available</p>
6	Input channels	
	<p>Belgacom provides the option to implement the SDSL and ISDN back-up lines via two different 'conducts'.</p> <p>Do you plan on using this option to the CRDC? If so, please provide the connection numbers of the <i>respective physical connections into your premises.</i> <i>(In this specific case, you will need to provide two cables from the two Belgacom access boxes coming from different conducts to the router).</i></p>	Yes/No
7	IP addressing	
	<p>IP-Address + subnet router</p> <p>Routes + gateway to OLO network</p> <p>Address(es) Server(s)</p>	

Adress(es) Client(s)





VZW voor nummeroverdraagbaarheid in België
Diamant Building – A. Ryerslaan80 - B-1030 Brussel - Belgium – Email:
info@crdc.be
VAT Number: BE-0477.172.286 - Tel: +32 2 706 7992 - Fax: +32 2 706 8009



NP CERTIFICATE OF CONFORMITY

This certifies that

Company Name

with Belgian address

Company Address line 1
Company Address line 2
Company Address line 3

and registered number

Company registered number

has successfully accomplished the conformity testing for **fixed/mobile number portability** and is granted a **GUI-Only/Semi-Automated/Fully-Automated** CRDC Participant profile.

Company name is identified as **OLO mnemonic/identifier** within NP processing.

Date of certification:

NPA President

NPA Service Manager